

## Article de la Pravda sur la Communauté (29 mai 1979)

**Légende:** On 29 May 1979, in a confidential note sent to Sir Roy Denman, Director-General for External Affairs of the Commission of the European Communities, Louis Kawan, Chief Adviser to the CSCE, refers to an article in Pravda, the official newspaper of the Soviet Communist Party, on the development of relations between the European Community and the USSR.

**Source:** Louis Kawan. Note à Sir Roy Denman. Article de la Pravda sur la Communauté, LK/vm. Historical Archives of the European Union 2013, Villa Salviati – via Bolognese 156, I-50139 Firenze – Italy, EN - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe 1970-1983, EN – 1991, 29.05.1979. 3 p. [http://www.eui.eu/haeu\\_er/er/pdf/EN/18/01/EN-1991.pdf](http://www.eui.eu/haeu_er/er/pdf/EN/18/01/EN-1991.pdf).

**Copyright:** Archives historiques de l'Union européenne

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/article\\_de\\_la\\_pravda\\_sur\\_la\\_communaute\\_29\\_mai\\_1979-fr-be5e45d4-f7a9-456d-8755-270bf99e1405.html](http://www.cvce.eu/obj/article_de_la_pravda_sur_la_communaute_29_mai_1979-fr-be5e45d4-f7a9-456d-8755-270bf99e1405.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/12/2013

I - H (1) | ~~le 29 mai 1979~~ / 77/6  
 (2) Retour - M. Noil

le 29 mai 1979  
 LK/vm

confidantiel.

Note à Sir Roy DENMAN

Objet : Article de la Pravda sur la Communauté

- 1) Le 24 mai 1979 la Pravda consacrait une demie-page à la Communauté sous le pseudonyme de M. Alexandrov qui cache en réalité l'opinion des plus hautes instances du parti. Si on ajoute à cela que depuis environ un an la Pravda n'avait pas accordé une telle place à la Communauté, la lecture des extraits ci-joint se justifierait déjà.
- 2) Il nous semble cependant que cet article marque peut être une certaine évolution dans l'attitude de l'URSS vis-à-vis de la Communauté, ou du moins l'ébauche d'un changement de la part de milieux dirigeants.

Certes, il contient toutes les vieilles thèses critiques à l'égard de la Communauté (au service des monopoles - source de chômage - favorable à un rapprochement avec la Chine par anti-soviétisme, problème de Berlin, etc., etc.) Mais cette réaffirmation de vieilles thèses, ou plutôt de thèses permanentes, me paraît moins significative que quelques idées nouvelles.

- 3) D'abord, l'article parle expressément de l'élection du Parlement européen par 180 millions d'électeurs. On ne peut à la fois dire que cette Communauté représente une construction artificielle et contraire à l'intérêt des habitants des 9 Etats Membres, et rappeler qu'une de ses institutions sera directement élue. D'autant qu'en URSS les gens savent, du moins ceux qui sont à même de s'intéresser à ce genre d'article, ce qui représente une élection directe en Occident. Ce Parlement acquiert donc une légitimité que l'URSS ne peut plus contester, et ne désire plus contester. En effet déjà la réalité de

./...

2.

l'intégration (dont Khrouchtchev le premier avait reconnu l'existence) est rappelée de façon indirecte, en affirmant que ce sont les partis communistes d'occident qui la considèrent comme une réalité. Dès lors, ces partis communistes vont participer à ce Parlement, et c'est là une nouvelle raison sans doute pour que le Kremlin prenne une position à son égard. Certes on se plaît à constater dans la Pravda que tous les P.C. n'ont pas la même opinion à son sujet.

Cependant, on peut aussi formuler l'hypothèse que le Kremlin se demande si une confrontation brutale avec le nouveau parlement élu par 180 millions servirait le mieux ses intérêts, ou si au contraire il ne convient pas de ne pas rater une nouvelle fois le "train de l'histoire". Dans le cadre d'une telle "Realpolitik" le Parlement peut être opposé à la Commission, composée de "technocrates supranationaux" moins sensibles à l'opinion publique et moins accessibles aux moyens de la propagande soviétique. Les parlementaires représentent pour la diplomatie soviétique un milieu extrêmement intéressant car ils influenceront à la fois la Commission, le Conseil et leurs gouvernements. De plus, de par leur fonction ils seront conduits à s'occuper de politiques internationales et susceptibles d'entrer en contact avec diplomates ou autres milieux soviétiques.

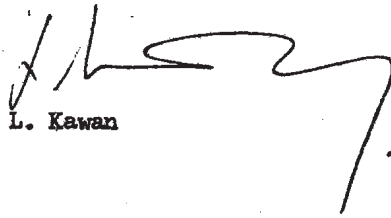
Les résolutions votées par ces parlementaires peuvent avoir du poids auprès de l'opinion publique. L'URSS peut donc estimer qu'il ne convient pas de les heurter de front ni de minimiser leur influence, au contraire. Tout comme l'URSS préfère toujours s'adresser à la Présidence qu'à la Commission, pourquoi se refuserait-elle la possibilité d'utiliser selon ses nécessités le Parlement, d'autant qu'elle pourra toujours parmi toutes les interventions trouver celles qui lui conviennent, notamment pour critiquer la Commission, symbole de la supranationalité.

Mais en accordant une importance nouvelle au Parlement ipso facto, l'auteur accorde une importance à la Communauté dont le Parlement n'est qu'une des institutions. Dès lors, de façon indirecte, l'article tend à une réévaluation de la Communauté et en s'appuyant sur ce consensus

./...

3.

populaire de 180 millions de votants, représente une manière d'expliquer pourquoi maintenant cette Communauté mérite un changement d'attitude de la part de l'URSS.



L. Kawan

Copies à : Cabinet Haferkamp - M. Froschmaier - M. Beck.  
Cabinet Davignon  
Mr E. Tickell - Cabinet du Président.  
M. Audland - Sec. gen. adj.  
M. Nael - Sec. gen. adj.